LES FEMMES VULNÉRABLES OFFICIELLEMENT PROPRIÉTAIRES DE LEURS TERRE AU SUD-KIVU

CONFÉRENCES DE LA FONDATION PANZI : LES MÉDECINS ET LA SÉCURITÉ DU PATIENT

LE DR MUKWEGE REMET LES CLEFS DE 42 MAISONS À DES SURVIVANTES

NOUVEAU PROJET A LA FONDATION PANZI CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES A KALEHE

# PANZI NEWS

Une manifestante à Goma

***Bukavu, Goma, Kenge, Luhwinja, Kamituga, Kaziba, Kisangani, Paris, Bruxelles, Genève, plusieurs milliers de personnes ont marché pacifiquement pour demander la création d'une juridiction spéciale pour juger les crimes du Congo à l'occasion des 10 ans de publication du Rapport Mapping des Nations Unies répertoriant 617 crimes de guerre, crimes contre l'humanité et peut-être même des crimes de génocide***

## *10 ans de la Publication du Rapport Mapping : Grands rassemblements dans plusieurs villes de la RDC et du monde*

Le jeudi 1er octobre 2020 marquait les 10 ans de la publication du rapport du projet Mapping des Nations Unies, qui cartographie et répertorie minutieusement 617 violations graves du droit humanitaire et du droit international commises entre 1993 et 2003 sur le sol congolais.

A la lecture des 570 pages du rapport, on découvre en détail des crimes de guerres, des crimes contre l'humanité et peut-être même des crimes de génocides; des massacres de masse sordides et généralement planifiés qui ont changé définitivement la face de la nation congolaise déjà éprouvée par des décennies de colonisation, d'esclavage et de dictature.

Pour réaliser ce rapport, les Nations Unies avaient, à l'époque, formé une équipe d'experts qui ont investigué pendant 1 an sur ces incidents graves, en parcourant les localités dans lesquelles l'horreur s'était produite. Leur mission s'est conclue par le fameux rapport dit « Mapping » composé d'une série de recommandations notamment des réformes profondes des secteurs de la justice et de la sécurité sur le territoire de la RDC ainsi que la création d'une juridiction spéciale pour juger ces crimes du Congo. Nous étions alors en 2010.

Aujourd'hui, 10 ans après, pourquoi aucuns de ces crimes n'a encore été jugé ? Pourquoi certains membres de l'équipe qui a réalisé le rapport Mapping ne souhaitent plus s'exprimer sur le sujet, expliquant qu'ils ont « déjà eu assez de problème » ? Pourquoi la liste des auteurs présumés des crimes qui y sont détaillés est aujourd'hui gardée secrète alors que les victimes, elles, y sont mentionnées ? Pourquoi le Docteur Mukwege, qui a soigné les conséquences de ces crimes et effectue un plaidoyer fort pour la justice et contre l'impunité en demandant que l'on sorte le rapport Mapping du tiroir, est-il menacé de mort ? Pourquoi jusqu'aujourd'hui, ces crimes se perpétuent inlassablement faisant de la RDC ce que beaucoup appellent la « capitale mondiale du viol » avec une estimation de 48 viols chaque heure ?

Pour répondre à ces questions, mieux vaut prendre des gants, mieux vaut ne pas avoir peur des menaces et des représailles, mieux vaut avoir la tête sur les épaules.

Le sujet semble si complexe à aborder et dépendant de tellement de facteurs géo-stratégiques, économiques et politiques qui, pour certains, n'existaient pas il y a 10 ans alors que le Dr Mukwege n'était ni Prix Sakarov, ni Prix Nobel de la Paix; que le pouvoir congolais semble éviter de prononcer le fameux mot : « Mapping »

Mais la vérité est têtue et même si elle prend l'escalier, elle finit toujours par sortir au grand jour.

Ainsi, à l'appel de la société civile et de différents mouvement, dans plusieurs grandes villes du monde des milliers de personnes ont marché pacifiquement pour demander vérité et justice, pré-requis indispensables à la construction de la paix.

A Bukavu, la ville du Docteur Mukwege, on pouvait lire « Je suis Kasika », « Je suis Makobola » ou encore « Je suis Kaniola » sur les petits drapelets qui flottaient dans le long du cortège de la société civile entre la Place du Marché de Nyawera et le gouvernorat.

***Les manifestants ont marché plus de 2 kilomètres avec 500 avocats en tête du cortège, un symbole fort.***

Pressés comme des citrons au milieu de l'Avenue Lumumba par la police, les manifestants ont marché plus de 2 kilomètres avec 500 avocats en tête du cortège, un symbole fort. Parmi les manifestants, plusieurs milliers de survivantes de violences sexuelles, notamment des membres du Mouvement National des Survivantes de Violences Sexuelles en RDC, ont afflué au compte goutte de Bagira ou encore de Kavumu qui se situe à 45 minutes en voiture de la ville de Bukavu. Pour elles, pas question de manquer cette marche, pas question de manquer une occasion de demander justice pour ce qui les a brisé dans leurs propres chaires en changeant leur destin de façon tragique.

Arrivés à destination devant les bureaux de Théo Kasi Ngwabidje, le gouverneur du Sud Kivu, les responsables de la société civile ont lu et déposé un mémo de revendication explicite. Prenant la parole, le gouverneur a assuré la population présente qu'il soutenait la recherche de la vérité et de la justice, se positionnant comme un allié dans la lutte contre l'impunité.

A Goma, à Kenge, sur l'Ile d'Idjwi, à Kamituga, Kaziba, Luhwindja ainsi que dans plusieurs autres localités du pays, des marches ont également eu lieu dans le calme alors qu'à Kisangani, le maire de la ville avait décidé d'interdire la manifestation la veille de l'événement. Un arsenal de policiers violents a chargé les manifestants, faisant plusieurs blessés. Pour le Professeur Billy Bolakonga, recteur de l'université Mariste de Kisangani et présent parmi les manifestants, l'interdiction de la veille et les ordres donnés aux policiers sont une véritable honte pour cette ville marquée et hantée par les affres de la guerre et dont plusieurs films et documentaires sortis cette année en décrivent l'histoire.

*Près de 500 avocats en tête du cortège à Bukavu*

Photo @Maud-Salomé EKILA

A Kinshasa, pas de marche, mais une mobilisation qui s'est faite sous la forme d'une conférence avec des panélistes stratégiques marquant le coup d'envoi d'une campagne nationale pour la création d'un Tribunal Pénal International et de chambres spécialisées mixtes pour juger les crimes commis au Congo. La conférence organisée par l'Eglise du Christ au Congo (ECC) en partenariat avec la Fondation Panzi, Filimbi, la Lucha et plusieurs autres organisations de la société civile a accueilli 250 invités et plusieurs intervenants qui ont pris part au débat comme Abdoul Aziz Thioye, le Directeur du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme, le Secrétaire Général de la Commission Justice, Paix et Sauvegarde de la Création de l'ECC, l'honorable Christelle Vanga de la Commission des Droits de l'Homme du Parlement, Nick Elebe, le directeur pays d'OSISA, le professeur Ewanga des USA, Me Thérèse Kulungu, Directrice du département Droits de l'Homme et Libertés Fondamentales de la CJPSC/ECC ainsi que le Dr Denis Mukwege qui a clôturé l'événement.

La grande mobilisation générée à l'occasion de ces 10 années symboliques de publication nous montre à quel point le besoin de justice et de vérité se fait ressentir concernant les crimes perpétrés sur le territoire congolais. On se souvient, d'ailleurs, qu'il y a quelques semaines, l'ambassadeur du Rwanda en RDC, Vincent Karega, s'était permis de faire une immonde démonstration publique de révisionnisme sur son compte twitter en évoquant le Massacre de Kasika qui avait coûté la vie à plus d'un millier de personnes le 24 août 1998. L'ambassadeur rwandais a remis, notamment, en cause les auteurs des crimes commis ce jour là et le nombre de victimes avant de rapidement retirer son tweet sous la pression, entre autre, des mouvements de la société civile comme la LUCHA et Filimbi qui réclament jusqu'aujourd'hui son expulsion. Le massacre survenu a Kasika il y a 22 ans est encore gravé dans les mémoires, il s'agit également d'un massacre largement détaillé dans le rapport du projet Mapping. Si Monsieur Karega se permet aujourd'hui de dénigrer publiquement la mémoire des victimes de Kasika, dont les familles peuvent pourtant encore témoigner, c'est qu'il sait qu'aucun tribunal n'a inquiété les auteurs de ces crimes et que la création d'un Tribunal Pénal International pour le Congo et la constitution de Chambres Spécialisées mixtes ne sont pas encore à l'ordre du jour.

Le 10 décembre 2018, alors que le Dr Denis Mukwege déclamait son discours à l'occasion de la cérémonie du Prix Nobel de la Paix qu'il recevait ce jour la avec la militante yézidie Nadia Murad; il a mentionné plusieurs fois le rapport Mapping, comme un outil précieux sur le chemin de la justice, croupissant pourtant dans les tiroirs des Nations Unies à New York. Depuis ce discours à Oslo, le désormais Prix Nobel de la Paix, a fait de la mise en lumière du rapport Mapping son cheval de bataille. Alors qu'il sensibilise le monde sur la barbarie humaine qui se produit chaque jour en RDC depuis plus de 2 décennies, il considère que traiter les conséquences des conflits n'est pas suffisant et que le Congo et le monde doit se lever pour demander justice et lutter contre l'impunité. Devenu véritable figure associée au rapport Mapping, le Docteur Mukwege exhorte les congolaises et les congolais à réclamer leurs droits, à prendre conscience de la situation et à devenir des acteurs du changement : « Cela fait des années que je parle du rapport Mapping, que je demande la justice et que je dénonce les atrocités que nous subissons à l'Est du pays, mais ce combat, c'est le combat de toute la nation congolaise. Il appartient à chacun de se lever pour changer son destin et prendre en main son avenir et donc l'avenir de la RDC. La jeunesse doit s'approprier ce combat pour assurer à notre pays une paix durable. Sans la Justice, la vérité et des réparations pour les victimes et pour les bourreaux, nous n'aurons jamais la Paix ».

Photo @Maud-Salomé EKILA

*Devant le gouvernerat à Bukavu*

Photo @Maud-Salomé EKILA

*Des militants de FILIMBI à Bukavu*

*Me Thérèse Kulungu, Abdoul Aziz Thioye et Christelle Vuanga à Kinshasa*

*Manifestantes à Kaziba*

Photo @Diamant Noir

*La fanfare de la police de Goma accompagnant les manifestants*

Photo @Diamant Noir

*Manifestants à Goma*

## *Et 3 semaines plus tôt, Bukavu était dans la rue pour dire STOP aux menaces à l'encontre du Dr Mukwege*

Des habitants venus de tous les coins de la ville de Bukavu et ses alentours s'étaient réveillés tôt le jeudi 3 septembre afin de répondre à l'appel à marcher pacifiquement lancé par le mouvement citoyen « Réveil des Indignés ». Depuis son tweet dénonçant le massacre survenu à Kipupu le 16 juillet dernier au Sud Kivu, le Prix Nobel de la Paix, Médecin Directeur de l'Hôpital de Panzi est la cible de menaces sérieuses.

Alors que plus de 500 survivantes, membres du Mouvement National des Survivant.e.s de Violences Sexuelles en RDC avaient décidé de commencer leur trajet par l'Hôpital de Panzi où elles ont déposé des présents au Dr Mukwege ; les autres manifestants ont démarré du rondpoint ISP de Bukavu en passant par Nyawera jusqu'au Cabinet du Gouverneur du Sud-Kivu à Nyamoma. Dans la foule, de nombreux mouvements citoyens, des acteurs de la société civile, des activistes, des acteurs politiques, des survivantes ainsi que d'autres habitants venus soutenir le combat du Docteur Mukwege pour dire non à l'impunité et demander que justice soit faite contre les graves violations des droits humains commis en République Démocratique du Congo dont beaucoup sont répertoriés dans le rapport Mapping de l'ONU.

Photo @Nicole Namwezi BATUMIKE

Armés de calicots portant des messages de soutien et de fortes revendications, ces manifestants refusent de croiser les bras alors que le Docteur Denis Mukwege est victime des menaces et d'une campagne de diabolisation à l'intérieur du pays et à l'étranger suite au combat qu'il mène depuis de nombreuses années en exigeant la justice.

Pour le « Réveil des Indignés » et des milliers des manifestants, menacer le Docteur Denis Mukwege n'est qu'une fuite en avant de ceux qui se savent impliqués dans les exactions : « Le Docteur Mukwege a choisi de défendre les droits fondamentaux des faibles et pour ce faire, il est devenu le porte-voix de toutes les victimes de violences. Son combat pour la vérité, la justice et les droits de l'Homme lui a valu une grande reconnaissance et du respect au niveau mondial jusqu'à lui octroyer différents prix, dont le prix Nobel de la Paix. Ne devient pas prix Nobel de la paix qui le veut et proférer des menaces à son encontre en ayant pour but de le faire taire revient à s'attaquer à notre nation et même à toute l'humanité » explique un manifestant, membre du mouvement « Réveil des Indignés ».

Photo @Nicole Namwezi BATUMIKE

### Répondre aux messages de haine par l'amour

Les femmes du Mouvement National des Survivant.e.s de Violences Sexuelles en RDC ont tenu à exprimer leur soutien au Docteur d'une façon particulière. C'est plus de 80 bus venus de Kavumu, Bagira et Bukavu remplis de survivantes dont certaines ont été soignées par le Dr Mukwege qui ont débarqué avec des chèvres, des légumes et autres marques d'affection : « Nous sommes prêtes a donner notre vie pour le Docteur » ont-elles dit devant la foule et devant un Docteur Mukwege ému avant d'ajouter : « Nous sommes venues lui dire que peu importe ce qu'il va arriver, nous sommes debout avec lui, comme il nous a aidé à nous remettre débout », explique Tatiana Mukanire, la coordinatrice nationale du mouvement des survivantes.

Prenant la parole pour remercier celles qu'il considère comme des héroïnes courageuses, le Docteur Mukwege a, encore une fois, prêché l'amour et la paix. L'homme qui répare les femmes appelle à pardonner et à ne jamais insulter qui que ce soit, mais à défendre la vérité : « Quand vous vous battez pour la justice et la paix, apprenez à dire la vérité. Vous ne pouvez pas avoir la justice et la paix sans dire la vérité. Même si nous sommes pourchassés comme des oiseaux, si nous sommes dans la vérité, nous y resterons. Répondez à la haine par l'amour, à la calomnie par la vérité et pardonnez à ceux qui vous offensent. Ne répondez pas à la haine par la haine mais plutôt par l'amour », a-t-il exhorté.

Dans la foulée, le Docteur Mukwege, dont la détermination n'est en rien ébranlée, avait fixé rendez-vous le 1er octobre 2020 aux cinq cents femmes du mouvement des survivantes, pour marquer les 10 ans de la publication du Rapport Mapping de l'ONU. Le Docteur Mukwege demande l'exécution des recommandations qui sont faites dans le rapport. Il dénonce le silence autour du Mapping ainsi que la non-publication de ses annexes qui citent les auteurs des graves crimes en RDC : « Le 1er octobre, si vous n'avez pas de jambes, fabriquez-en et venez réclamer la justice pour tous les congolais qui ont été tués ou affectés d'une manière ou d'une autre. Que le monde entier sache que les femmes de la RDC demandent non une justice de répression, mais une justice de réparation. Nous allons dire au monde que les Congolais partagent la même humanité et qu'ils ont droit à la justice, droit d'être traités comme tout le monde », avait-il insisté.

C'était la première fois que le Docteur Denis Mukwege s'exprimait publiquement depuis le début de ces nouvelles menaces et d'une campagne de diabolisation contre sa personne. Au pays comme dans le monde, des messages de soutien ne cessent d'affluer. Des acteurs sociaux, diplomates, chefs d'Etats ou encore des politiques appellent à renforcer la sécurité autour de celui qui est devenu le symbole de la lutte contre les violences sexuelles dans le monde.

### Le retour de la MONUSCO

Le 8 septembre, 5 jours après cette marche, la Monusco a créé la surprise en arrivant à l'Hôpital de Panzi afin d'effectuer une visite logistique accompagnée de la Police Nationale Congolaise. Le lendemain de cette visite, le personnel de l'hôpital n'a pas caché son soulagement en voyant les casques bleus de la MONUSCO revenir, et cette fois s'installer, à l'Hôpital de Panzi afin de reprendre la protection du Docteur Mukwege après 4 mois d'absence, lesquels auront suffi à amplifier la menace contre la vie du Docteur Mukwege.

Notons qu'aucuns agents de la Police Nationale Congolaise ne s'était rendu sur les lieux ni n'avait contacté le Docteur Mukwege ou l'Hôpital de Panzi avant cette visite du 8 septembre malgré la demande de protection sollicitée par le Président de la République 3 semaines plus tôt lors du conseil des ministres du 21 aout 2020. Cette demande de Félix Tshisekedi était intervenue 3 semaines après les nouvelles menaces proférées à l'encontre du Docteur en juillet 2020.

La sécurisation de l'Hôpital de Panzi par les agents de la MONUSCO permet aux patientes soignées à l'hôpital d'être prise en charge dans la sérénité que se doit de leur offrir ce lieu où beaucoup tentent de se reconstruire psychologiquement et médicalement. Nous rappelons que les équipes du Dr Mukwege prennent en charge environ 3000 survivant.e.s de violences sexuelles chaque année, un chiffre qui ne diminue pas.

Photo @John ACHIZA

# *L'accès à la terre, la femme congolaise y a droit !*

Le patriarcat ayant frappé les sociétés présentes sur ce qui correspond aujourd'hui à notre territoire national dès l'arrivée des colons; de nombreuses femmes se voient spolier les terres dont elles sont pourtant propriétaires. En effet, un grand nombre de coutumes rétrogrades nées souvent de ce choc avec l'empire oppresseur colonial ont refoulé la femme au statut de chose, servant uniquement au ménage et au mariage, sans opportunité d'être propriétaire ou encore d'aller à l'école.

C'est dans ce contexte que la Fondation Panzi a lancé la première phase de son nouveau projet « Accès des Femmes à la Terre » ce 4 septembre 2020 lors d'une cérémonie à la Clinique Juridique de Miti au Sud Kivu. Ainsi, des certificats d'enregistrement ont été remis à 15 femmes vulnérables de Miti et Birava en présence de plusieurs notabilités locales et du conseiller juridique du Ministre Provincial des Affaires Foncières, Mugisho Zagabe Japhet qui a, au nom du ministre Emmanuel Ndigaya Ngezi, félicité l'initiative de la fondation qu'il qualifie d'acte inédit : « Nous félicitons la Fondation Panzi d'avoir pensé à ces femmes vulnérables, des femmes qui n'ont pas les moyens d'accéder aux documents attestant qu'elles sont réellement titulaires de leurs concessions » a exprimé Emmanuel Ndigaya Ngezi avant de recommander aux propriétaires de bien prendre soin de ces documents leur octroyés car « c'est ce qui donne de la valeur à leurs concessions ».

Ces femmes en état de vulnérabilité couraient le risque d'être expropriées suite à la pauvreté et l'ignorance qui ne leur permettaient pas de sécuriser leurs terres.

Au nom de la Fondation Panzi, Me Aline Bahati, coordinatrice de la Clinique Juridique de la Fondation Panzi a tenu à rassurer les femmes que le temps de l'accaparement de leurs propriétés par des usurpateurs était désormais révolu. Elle leur a suggéré de ne pas garder l'information pour elles-mêmes, mais de la partager auprès d'autres femmes victimes de spoliation de terre avant d'ajouter à l'assemblée que le droit à l'héritage est un droit pour tous et que les filles y ont droit comme les garçons. Elle a encouragé ces femmes qui, souvent, sont elle-mêmes vecteurs de ce patriarcat malsaint de par leur éducation à prendre garde à traiter leurs enfants et leur entourage avec égalité.

De leur côté, les bénéficiaires ont tenu à remercier la Fondation Panzi pour la sécurisation de leurs propriétés. Touchées par ce geste salutaire, certaines femmes ont expliqué à tour de rôle les harcèlements dont elles font l'objet de la part de grands concessionnaires, notamment, des voisins, des membres de famille, des conjoints ou même de leurs propres enfants. Elles ont adressé un message de reconnaissance à l'attention du Dr Mukwege en le remerciant d'avoir contribué à la reconnaissance de leur droit de propriété et en lui suggérant de poursuivre son élan de compassion auprès d'autres personnes vulnérables : *« Que Dieu le comble de plus de bénédictions, afin qu'il poursuive avec ce genre d'actions à l'égard des personnes en détresse »,* a dit Alphonsine M'Kahuguba, une veuve ayant plusieurs fois été agressée, parfois tabassée à demi-mort par les membres de sa famille désirant l'exproprier de biens qui lui avaient pourtant été légués par son défunt mari.

Pour cette première phase du projet « Accès des Femmes à la Terre », la Fondation Panzi compte octroyer des titres de propriétés à 20 femmes, dont 10 dans l'axe de Miti, 5 dans l'axe Birava et 5 dans l'axe Kaziba. Il est prévu que 25 certificats soient octroyés dans les mêmes circonscriptions pour la seconde phase du projet.

Cette action a été possible grâce à l'appui financier de l'organisation Eastern Congo Initiative (ECI), partenaire financier du projet « Accès des Femmes à la Terre ».

Ce projet reste un énorme défi dans la société congolaise et particulièrement à l'est du pays. Il revient à tout homme et à toute femme, désireux de construire une société où règne la cohésion sociale, d'œuvrer pour l'émergence de la femme, en tant qu'actrice à part entière au sein de sa communauté.

# Territoire de Kalehe:

## Un nouveau projet pour combattre les violences sexuelles et basées sur le genre

« Dans le territoire de Kalehe, la problématique des violences sexuelles a une ampleur particulière », tels sont les mots de Dédé Tshibuabua Muamba, l'administrateur du territoire de Kalehe à l'occasion de la cérémonie de lancement du nouveau projet «Réponse Holistique aux Survivantes de Violences Sexuelles et Basées sur le Genre » de la Fondation Panzi, ce 16 septembre 2020.

L'objectif du projet est d'apporter une réponse holistique aux survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre dans le cadre d'une politique de prise en charge globale des victimes. Ainsi, Bertin Rutega, le Directeur des programmes de la Fondation Panzi, ainsi que les représentants des différents piliers du Modèle de Panzi ont présenté à la notabilité locale les différents services qui seront offerts par le projet.

Pour cette première phase de 4 mois à dater du jour de son lancement, le projet permettra une prise en charge et un accompagnement médical et psychosocial. 4 structures de la zone ont été choisies pour la matérialisation dudit projet. Il s'agit de l'Hôpital Général de Référence de Kalehe, du Centre Hospitalier de Kasheke, du Centre de Santé de Nyamukubi, ainsi que du Centre Hospitalier de Nyabibwe.

Au sein de ces structures, le projet réaménagera des espaces sûrs qui serviront de cadre pour l'accueil et l'écoute des survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre. En outre, la Fondation Panzi appuiera la prise en charge du personnel qui sera impliqué dans le projet, à travers les diverses structures.

Pour atteindre les patientes éloignées des structures sanitaires choisies, des missions de la Clinique Mobile seront effectuées afin de les prendre en charge, dans leurs localités.

Durant la cérémonie qui se tenait dans les bureaux de la zone de Santé de Kalehe, l'administrateur du territoire de Kalehe a remercié la Fondation Panzi pour cette énième action qu'elle a choisi d'orienter dans sa juridiction : « Ici, surtout dans les hauts plateaux, il ne se passe même pas un jour sans enregistrer un cas de violences sexuelles et le défi demeure le problème de prise en charge médicale et psychosociale des victimes ». Il a ainsi suggéré aux responsables du projet de privilégier un dialogue permanent avec les différents leaders communautaires et les responsables locaux, afin d'apprécier ensemble l'évolution des activités. En outre, l'autorité locale a appelé les différents participants à appuyer ce projet malgré sa courte durée.

Signalons que ce projet connait l'appui du Norwegian Church Aid (NCA), grâce au financement de la Coopération Suisse. Cette première phase court jusqu'en décembre 2020, avec la possibilité d'être prolongée de deux ans, et ce à partir de l'année prochaine. En cas de renouvellement, le projet compte intégrer le volet socioéconomique aux deux précédents.

Représentant la Norwegian Church Aid (NCA), Etienne Kawaya, le Directeur des Programmes, a félicité la prise en charge offerte par la Fondation Panzi aux personnes victimes de violences sexuelles, depuis sa mise en place et a rendu hommage au travail abattu par le Dr Mukwege.

La NCA est aux côtés de la Fondation et de l'Hôpital de Panzi depuis plus de 15 ans en appuyant plusieurs programmes et projets, dont la Maison Dorcas et le projet Badilika. C'est par ces fonds que fut construit le bâtiment de la Maison Dorcas où se situent les locaux du siège de la Fondation Panzi.

Pour le projet « Réponse Holistique aux Survivant(e)s de Violences Sexuelles et Basées sur le Genre dans la Zone de Santé de Kalehe », le représentant de NCA croit à des résultats satisfaisants dès cette première phase.

Notons que le territoire de Kalehe fait partie des circonscriptions privilégiées de la Fondation Panzi depuis plusieurs années. En plus de la multitude de projets qui y sont exécutés, le Dr Denis Mukwege a financé dans cette entité la construction d'un centre hospitalier moderne, notamment le Centre Hospitalier de Bulenga, situé dans le groupement de Buzi-Bulenga, où de nombreux cas de décès maternels et infantiles étaient enregistrés faute de soins adéquats.

Photo @John ACHIZA

# *Les travaux de construction de 42 maisons pour plusieurs survivantes et leurs familles sont enfin terminés à Kavumu, Katana et Kalehe*

**Depuis plusieurs mois, 42 maisons étaient en cours de construction au Sud Kivu sur l'Axe Kavumu, Katana et Kalehe sur l'initiative de la Fondation Panzi. C'est donc avec une grande joie que le Dr Mukwege, Président du Conseil d'Administration de la Fondation Panzi, s'est rendu sur les lieux ce 25 septembre 2020 afin d'assister à la cérémonie de remise des clefs aux bénéficiaires de ce projet.**

La cérémonie s'est tenue à Kavumu, dans l'enceinte de l'église 8ème CEPAC de Kabale, en présence de plusieurs centaines de bénéficiaires des actions de la Fondation Panzi, de cette localité particulièrement touchée par les conséquences des conflits.

C'est en scandant et chantant des messages de gratitude que ces femmes courageuses ont tenu à remercié le Prix Nobel de la Paix pour l'accompagnement qu'il offre dans la zone, à travers divers projets implantés depuis plusieurs années : « Nous sommes passées par beaucoup de difficultés dans ce pays, mais la Fondation Panzi a toujours été à nos côtés pour apporter un soutien holistique. Depuis 2010, notre papa [Dr Mukwege] nous soigne, il scolarise nos enfants, il nous octroie des micro-crédits, il nous a permis d'apprendre à lire et à écrire, et à avoir des métiers pour être actives dans la vie professionnelle », a expliqué Bernadette M'Kanani, prenant la parole pour le compte des bénéficiaires.

Bernadette M'Kanani décrit également les conditions misérables dans lesquelles elles vivaient auparavant : « Nous vivions dans des maisons comparables à des porcheries. Maintenant, nous avons de belles maisons qui nous honorent et nous rendent dignes ».

A Kavumu, Katana et Kalehe, la Fondation Panzi n'en n'est pas à sa première expérience dans l'amélioration de l'habitat en faveur de ses bénéficiaires. En 2014, la fondation avait déjà permis à 73 survivantes dans un grand état de détresse d'être relogées dans des logements plus confortables.

Plusieurs autorités politico-administratives ont également assisté à la matérialisation de cette œuvre humanitaire. Dans son intervention, le représentant du Mwami Désiré Kabare Rugemaninzi II [Nabushi], a rendu hommage au Docteur Mukwege pour tous les efforts qu'il fournit dans la lutte contre les violences sexuelles dans sa chefferie, et particulièrement la lutte acharnée qu'il mène contre la pratique mystique du viol à l'égard des petites filles.

Prenant la parole devant l'assemblée, le Dr. Mukwege a salué l'immense courage et les sacrifices consentis par les femmes de Kavumu, Katana et Kalehe, dans la lutte contre la précarité qui leur est imposée par la conjoncture du pays et la stigmatisation de leurs propres communautés.

Avant de procéder solennellement à la remise de clés des nouveaux logis aux bénéficiaires, le Prix Nobel a exhorté les femmes à poursuivre leur participation aux Mutuelles de Solidarité (MUSO) de leurs quartiers : « Car c'est en travaillant ensemble qu'on peut parvenir à élever l'économie du pays » t'il exprimé. On rappelle que les MUSO sont des regroupements de plusieurs dizaine de femmes qui, en cotisant chaque semaine, se constituent des caisses d'assurance leur permettant, par exemple, de faire face à de graves imprévus nécessitant des fonds ou à démarrer ou injecter de l'argent dans leurs propres activités professionnelles au besoin.

Au terme de la cérémonie, le Professeur Denis Mukwege a visité deux maisons de bénéficiaires de Kavumu et leur a solennellement remis les clefs de leurs nouvelles habitations.

Retenons que ces maisons, construites en planches, comptent 3 chambres, une cuisine, une douche, une toilette et un salon et répondent aux normes sanitaires et sécuritaires.

La construction de ces maisons a été rendue possible grâce à plusieurs donations, notamment ceux de la Coopération Luxembourgeoise également représentée par une délégation ce jour-là ou encore ceux de la jeune étudiante d'école secondaire, Sandy Rubuye, après qu'elle ait lancé un fundraising dans son école depuis Kinshasa, nous montrant que la solidarité peut venir de tout le monde et que chacun à son niveau peut contribuer à améliorer le quotidien des personnes dans le besoin qui passent par des moments difficiles.

# Drame de Kamituga
# La Fondation Panzi solidaire !

Des vivres et non-vivres, ainsi qu'une somme de 5 000 USD ont été remis par la Fondation Panzi en guise d'assistance aux familles des victimes de l'effondrement d'une mine d'or à Kamituga ce 13 septembre dernier.

Si rien ne peut compenser la perte d'un être cher, un peu d'humanisme et de fraternité peut atténuer la souffrance des âmes éprouvées et les consoler un tant soit peu.

C'est par la main du maire de la ville de Kamituga que les familles des victimes du récent drame ont reçu les dons de la Fondation Panzi, ce mardi 22 septembre 2020 au stade de football de Kamituga.

*« C'est le premier don du genre que nous recevons ici. J'ai reçu deux tiges de savons de lessive, un sac de 10kgs de sel, de huile, des haricots et 1 sac de riz pour la survie »,* a confié une membre de famille des victimes au média en ligne libregrandlac.com.

Le Docteur Mukwege avait accueilli avec beaucoup de tristesse la nouvelle de l'éboulement qui avait enseveli plus d'une cinquantaine de citoyens dans le puit d'or à Kamituga et avait dénoncé : « Ce drame illustre les conditions difficiles et inhumaines dans lesquelles sont exploitées les minerais dans notre pays ».

## *Il y a 21 ans, le 1er septembre 1999, l'Hôpital de Panzi ouvrait ses portes !*

*« Né dans un contexte de conflits, l'Hôpital de Panzi a, dès ses premiers jours de vie, accueilli des victimes de guerre. Parmi elles, des blessés, des déplacés et des femmes victimes de violences sexuelles.*

*Je me souviens de ces deux anciennes maisons d'architecture coloniale qui ont été restaurées pour devenir l'Hôpital de Panzi. Je me souviens aussi des toutes premières consultations qui ont eu lieu au mois de septembre 1999.*

*Notre choix pour l'hôpital s'est porté sur la commune de Panzi, au sud de Bukavu. De plus en plus peuplée, cette partie de la ville souffrait d'un manque de services publics. J'avais signalé la situation des femmes enceintes dans ce quartier car, en cas de complications - s'il fallait par exemple recourir à une césarienne -, elles devaient rejoindre l'Hôpital Général de Bukavu, qui se trouvait à environ 10 km, à l'autre bout de la ville.*

*Outre la question de la distance, de nombreux autres obstacles liés à la sécurité se dressaient devant ces femmes. Il y avait des barrages à chaque coin de rue ainsi que des soldats nationaux et étrangers qui empêchaient les gens de passer. Plus d'une fois, des femmes ont succombé à des hémorragies n'ayant pas pu atteindre un centre médical à temps.*
*Nous avions donc prévu de nous spécialiser dans les soins obstétriques, mais un nouveau phénomène frappait la région; une vague de viols s'accompagnant d'une extrême violence.*

*Nos priorités ont alors changé.*

*J'étais consterné par ce qu'il se passait sous mes yeux. »*

(Extrait du discours du Dr Mukwege à l'occasion des 20 ans de

## La chronique Mapping Report du Panzi News

*Le Rapport du projet Mapping répertorie 617 crimes de génocide, crimes de guerre et violations grave des droits humains et du droit international sur 570 pages, couvrant la période de 1993 à 2003 en République démocratique du Congo.*
*10 ans après sa publication, la RDC attend toujours l'établissement d'une juridiction spéciale pour juger les crimes du Congo comme recommandé par le rapport Mapping*

**Louise Harbour, ancienne Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme qui a initié le projet Mapping co-signe un texte avec le Dr Denis Mukwege publié comme tribune du journal Le Monde dans son édition du 30 septembre 2020 :**

# *Le chemin de la paix passera par la justice en RDC*

Depuis 25 ans, la République Démocratique du Congo (RDC) est plongée dans une crise politique et sécuritaire profonde, qui constitue jusqu'à aujourd'hui une menace sérieuse pour la paix et la sécurité internationales. Les guerres et les cycles de violences et de représailles ont entrainé l'une des plus graves crises humanitaires des temps modernes, avec un bilan humain très lourd : des millions de victimes et de déplacés, et des centaines de milliers de femmes violées.

Les différentes tentatives d'établir la paix en RDC portaient toutes en elles les germes de nouveaux conflits en privilégiant des solutions politiques à court terme sur des perspectives durables. La justice a été sacrifiée sur l'autel de la paix et l'indiscipline a été intégrée dans les forces de sécurité et de défense en accordant des promotions à ceux qui devraient répondre de leurs actes devant la justice nationale ou internationale, ce qui a entrainé des conséquences désastreuses sur la protection des civils et a miné les efforts visant à instaurer un état de droit.

L'impunité dont jouissent les auteurs et les instigateurs des crimes les plus graves constitue une cause récurrente des massacres et des viols, et explique largement que des atrocités se poursuivent au quotidien jusqu'à ce jour. Un récent rapport du Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en RDC s'alarme de la détérioration de la situation des droits de l'homme dans les Provinces en conflits et a documenté plus de 1300 morts au cours du premier semestre de l'année 2020. L'impératif de rendre justice représente donc un prérequis indispensable pour briser le cycle des violences et de l'instabilité, et une condition *sine qua non* pour avancer sur le chemin d'un développement et d'une paix durables.

Ce jour marque le 10e anniversaire de la publication du rapport Mapping des Nations Unies sur les plus graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises sur le territoire de la RDC entre 1993 et 2003, l'une des périodes les plus sombres de l'histoire moderne du pays. Nous voulons rappeler que ce travail d'inventaire très détaillé, qui a répertorié 617 incidents violents pouvant être qualifiés de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, voire même de crime de génocide si les faits étaient portés à la connaissance d'un tribunal compétent, ne peut rester sans réponse.

Parmi ces crimes répertoriés par les Nations Unies qui, rappelons-le, sont imprescriptibles et pour lesquels aucune immunité ne peut être invoquée, il y a le massacre de femmes enterrées vivantes après avoir été violées et empalées, de croyants qui cherchaient refuge dans des Eglises et qui ont été calcinés, de malades assassinés sur leur lit d'hôpital. Ces crimes graves censés choquer la conscience de l'humanité ne peuvent être ni oubliés ni rester impunis.

Les experts onusiens ont également conclu que les moyens dont dispose le système judicaire congolais pour mettre fin à l'impunité de ces crimes internationaux sont « *sans aucun doute insuffisants* » et ont formulé une série de recommandations à l'attention des autorités congolaises pour briser le climat d'impunité, avec le soutien de la communauté internationale.

Ces recommandations soutiennent la nécessité de recourir à divers outils de la justice transitionnelle : instauration d'un Tribunal International Pénal pour la RDC et/ou des Chambres spécialisées mixtes au sein des juridictions congolaises, recours à des mécanismes d'établissement de la vérité et à des programmes de réparation et enfin, adoption de réformes institutionnelles, telles qu'une réforme sérieuse des secteurs de la sécurité et de la justice et un assainissement de la fonction publique pour garantir la non-répétition des atrocités.

Nous déplorons qu'aucune initiative ne soit concrétisée à ce jour pour mettre en œuvre ces recommandations, ce qui est particulièrement choquant au regard de la gravité et de l'ampleur des crimes commis.

Nous saluons l'engagement du Président Tshisekedi, responsable politique sans lien avec les crimes du passé, à combattre l'impunité et nous l'encourageons à promouvoir les mécanismes de justice transitionnelle pour que les victimes des crimes les plus graves commis depuis le début des années 1990 voient leurs droits à la justice, à la vérité, à des réparations et à des garanties de non renouvellement, enfin respectés.

**Louise Arbour**, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (2004-2008)

**Denis Mukwege,** Prix Nobel de la Paix 2018

# *Lancement d'un nouveau projet pour lutter contre les violences basées sur le genre au Tanganyika*

**C'est le 1er septembre qu'a eu lieu le lancement officiel du projet « Prévention et Réponses aux Violences Basées sur le Genre au Tanganyika ».**

Dans l'assemblée, différents partenaires, le président de coordination de la société civile, le médecin chef de zone de Kalemie, le médecin directeur de l'Hôpital de Kalemie, les représentants des confessions religieuses, le représentant des peuples autochtones ainsi que différentes organisations qui œuvrent dans le domaine des violences basées sur le genre étaient présents ainsi que les chefs de divisions de la justice et celui de la santé et du Genre qui représentaient les autorités provinciales.

Le Projet a été officiellement lancé par Madame la Ministre Provinciale du Genre qui a remercié la Fondation Panzi et son initiateur; le Dr Denis Mukwege pour le déploiement du projet dans le Tanganyika. Elle a promis son appui et son engagement pour la réussite du projet et cela dans l'intérêt supérieur de la communauté.

Ce projet intervient dans un contexte caractérisé par une crise humanitaire provoquée par des affrontements à répétition entre les Twa et les Bantous (Luba) dans la Province de Tanganyika. Cette crise conduit à des violences de masses et entraine de graves violations des droits humains notamment des pillages, des meurtres, des extorsions, des déplacements massifs de populations, des violences sexuelles, …

Au regard de cette situation, et dans le souci d'alléger les souffrances de la population du Tanganyika en général et des survivant(es) de violences basées sur le genre, en particulier, y compris les femmes souffrant de pathologies gynécologiques invalidantes apparentées aux conséquences des violences sexuelles (prolapsus génitaux et fistules); la Fondation Panzi, à travers un financement du Fonds Social de la RDC, a pu lancer ce projet de « Prévention et Réponses aux Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (PRVBG) dans la Province du Tanganyika » précisément dans les zones de Santé de Kalemie, Nyunzu, Manono, Moba et Nyemba.

Via ce projet, la Fondation Panzi compte répliquer son modèle de prise en charge holistique, le « Modèle de Panzi », avec sa formule de « One Stop Center », à l'Hôpital Général de Référence de Kalemie, à l'instar de l'Hôpital de Panzi.

Immédiatement après le lancement officiel, l'équipe des experts de la Fondation Panzi présente à Kalemie a débuté la formation multi-sectorielle en faveur de 19 membres du staff commis au projet dont 3 médecins, 5 Psychologues, 8 assistants psycho-sociaux, un sensibilisateur, un infirmier et un chargé de suivi et évaluation pendant une durée 5 jours.

# Les Conférences de Panzi

***Retour sur la conférence du mois de septembre :***

## *« Le médecin a le devoir de veiller à la sécurité du patient »*

Samedi 12 septembre, environ 60 médecins de la ville de Bukavu et d'autres territoires du Sud-Kivu ont assisté à une conférence animée par le Dr Mukwege sur l'importance pour le personnel soignant de tenir compte de la sécurité des malades dans l'exercice de leur profession.

L'orateur du jour a commencé par égrener la définition des concepts qu'il a résumé en ces termes : « la sécurité du malade, c'est lui garantir d'être à l'abri de blessures accidentelles ou causées par des éléments indésirables ». Ces accidents surviennent malheureusement chaque fois que l'on s'écarte du protocole.

Le Dr Mukwege a expliqué à l'assistance que les dernières statistiques indiquent qu'un malade sur 300 va mourir à cause de l'absence de sécurité; « il s'agit donc d'un malade sur 300 qui mourra parce que l'on n'a pas été suffisamment attentif. »

Mais alors « que faut-il faire pour donner aux malades plus de sécurité ? », parmi les solutions qu'il propose, le Dr Mukwege exhorte ses confères à observer une certaine dose d'humilité et de responsabilité individuelle.

Signalons que cette conférence est intervenue alors que 13 Médecins partenaires de l'Hôpital de Panzi poursuivent une formation sur la réparation des fistules et leur prévention.

Dr David Kisoka, Médecin Directeur de l'Hôpital Général de Référence de Kitutu a livré son impression : « Je retiens vraiment beaucoup de choses que je vais partager avec tout le staff de la zone de santé où je travaille. Il nous arrive de discuter de certains incidents qui peuvent arriver pendant les interventions et les soins. Parfois, on cherche à se justifier sans pouvoir reconnaitre son erreur. Ici, nous nous rendons compte que c'est souvent le patient qui paye les conséquences de notre ignorance. Le séjour prolongé du malade à l'hôpital et même le coût élevé des soins sont parfois le fait de la négligence du médecin. Par contre, si nous développons cette culture de la sécurisation de nos patients, nous pouvons palier, par exemple, à ce problème de coût. Ceci étant, nous nous engageons à développer l'humilité comme cela a été recommandé aujourd'hui'. Cette conférence pourra nous aider à changer de comportement général», reconnait le Dr Kisoka

« Il est très important d'opérer un changement de culture de la sécurité à l'hôpital » a fini par conclure le Dr Mukwege.

*Desanges Kabuo est Coordinatrice régionale du Mouvement National des Survivantes de Violences Sexuelles en RDC, elle travaille également pour le projet pilote du Global Survivors Fund de la RDC*

# *Le projet pilote du Global Survivors Fund poursuit ses activités en RDC*

Photos @Arsène LWABANJI

**Le Global Survivors Funds (GSF), est un fonds mondial de réparations pour les survivant.e.s de violences sexuelles en temps de conflits, lancé en octobre 2019 par Nadia Murad et le Dr Mukwege dans le but de fournir un appui technique et financier aux pays désirant mettre en place un processus de réparations, notamment dans le cadre de la mise en place de mécanismes de Justice Transitionnelle. Depuis plusieurs années, des mouvements de la société civile, des militants pour les droits humains et le Dr Mukwege plaident pour que les victimes des conflits en RDC puissent obtenir justice et des réparations, deux des 4 piliers qui composent la Justice Transitionnelle. Le 7 août dernier, le président de la République, Felix Tshisekedi, avait demandé durant le conseil des ministres que l'on en « vienne à bout de ce lourd passé » en lançant un processus de JT dans le pays.**

Depuis plusieurs mois, le projet pilote du GSF en RDC poursuit activement ses activités sur le terrain ainsi que des ateliers de travail et des discussions avec des représentants politiques et stratégiques en promouvant une approche victimo-centrée pour des réparations qui pourraient être réellement transformatrices.

Alors que la mission précédente avait eu lieu au Kasai, entre le 28 aout et le 9 septembre 2020, plusieurs missions, notamment à Minova, ont permis d'organiser des consultations avec des survivant.e.s et d'autres acteurs impliqués ou à impliquer dans la mise en oeuvre du projet. Des guides de discussions ont été élaborés facilitant ainsi, des discussions sur les approches de mise en œuvre des réparations en prenant ainsi en compte les attentes des survivant.es. Ces derniers ont donc pu se prononcer sur le processus d'identification des bénéficiaires, les mesures de réparations individuelles et collectives attendues, les approches dans l'octroi des réparations, les procédés d'évaluation et d'accompagnement des assistantes psychosociales et des psychologues, etc.

Photos @Arsène LWABANJI

Outre les rencontres avec les survivant.es et les leaders communautaires, des séances de sensibilisations ont également eu lieu, ouvrant ainsi la porte à de fructueuses discussions entre les membres de l'équipe du GSF et les survivant.e.s. Près de 450 survivant.e.s et une centaine de partenaires administratifs et locaux se sont exprimés sur les trois sites actuellement concernés par le projet pilote :Kasika, Kaniola et Minova/Bueremana.

En vue de faciliter la compréhension du projet, des boites à images ont été réalisées pour les survivant.es qui ont pu appréhender la notion complexe des réparations, autrefois compris comme une aide/assistance et non pas un droit. Les participant.e.s ont pu saisir les nuances existant entre les 5 formes de réparations : la restitution, l'indemnisation, la réadaptation, la satisfaction et les garanties de non répétition. Elles ont également pu comprendre les approches spécifique du projet pilote de réparations du Global Survivors Funds, à savoir des réparations intégrales et adéquates, dans une approche victimo-centrée pour un effet transformateur effectif.

Pour Furaha (nom d'emprunt), survivante vivant à Minova, des réparations pourraient changer sa vie: « Depuis ce que j'ai vécu en 1998, j'ai le sentiment d'être dévaluée et oubliée dans ma communauté. Des réparations peuvent changer ma vie et ces formations sur les réparations redonnent de l'espoir. J'ai beaucoup appris et c'est important parce que parfois je manque de force pour continuer à labourer mes champs. J'espère reprendre ma vie et aussi reconstruire ma maison ».

Pour GSF, ce processus constitue l'épine dorsale de tout le processus de réparations puisqu'elle va guider l'ensemble des mesures à implémenter en fonction des attentes et des besoins des survivant.es.

***« Depuis ce que j'ai vécu en 1998, j'ai le sentiment d'être dévaluée et oubliée dans ma communauté. Des réparations peuvent changer ma vie et ces formations sur les réparations redonnent de l'espoir. J'ai beaucoup appris et c'est important parce que parfois je manque de force pour continuer à labourer mes champs. J'espère reprendre ma vie et aussi reconstruire ma maison ».***

Furaha (nom d'emprunt ) , survivantes de Minova

Photo @Maud-Salomé EKILA

*Thésée-Aurore MAKABA, Chef de projet du Global Survivors Fund en RDC lors de travail sur l'adoption de la feuille de route de mise en œuvre du communiqué conjoint des Nations Unies et son addendum sur les violences en temps de conflit.*

**Des activités et des rencontres stratégiques à Kinshasa**

Sollicités par la conseillère spéciale du Chef de l'Etat en charge des violences sexuelles et basées sur le genre, le GSF ainsi que Madame Tatiana Mukanire, coordinatrice Nationale du Mouvement des survivantes en RDC, ont pris part à un atelier de travail sur l'adoption de la feuille de route de mise en œuvre du communiqué conjoint des Nations Unies et son addendum sur les violences en temps de conflit. L'atelier de deux jours avait pour but de récolter l'avis d'expert.e.s afin d'apporter de nouveaux éléments au plan de travail et faire le bilan sur ce qui existe, ce qui devrait être créé et/ou modifié.

La délégation du GSF et du Mouvement des survivantes a ensuite eu des discussions au bureau de Madame Jeannine Mabunda, la présidente de l'Assemblée Nationale avant de faire une réunion avec la Première Dame et ensuite avec le Directeur du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de Humains, Aboul Aziz Thioye.

Madame Mabunda espère qu'en terme de réparations, l'architecture actuelle de la législation pourra être modifiée d'ici juin 2021 et promet une collaboration avec les juristes de son cabinet. Au Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de Humains, la rencontre s'est avérée « de haut niveau, des discussions techniques qui ont mis en évidence les volontés partagées d'accompagner les survivantes et l'Etat congolais dans l'élaboration d'une politique nationale de réparations » explique Thésée-Aurore Makaba, coordinatrice du GSF en RDC.

*André Lite, le Ministre des Droits Humains, Tatiana Mukanire, Jeannie Mabunda, Maître Justin Bahirwe et Thésée-Aurore Makaba à l'Assemblée Nationale*

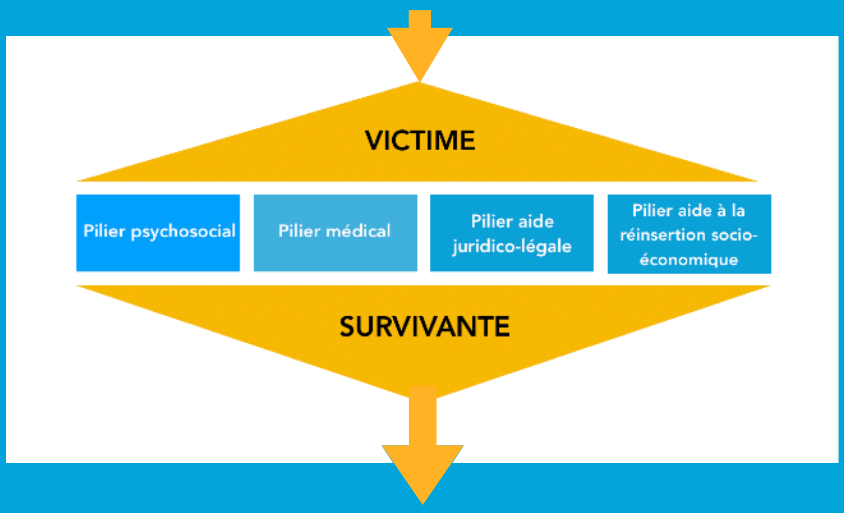
## LE MODELE DE PANZI

Élaboré par le Docteur Mukwege, le Modèle de Panzi organise une prise en charge globale des survivant.e.s de violences sexuelles s'articulant autour de 4 piliers qui permettent aux survivant.e.s de se reconstruire, d'être indépendantes et de se réinsérer dans la société de façon pérenne, notamment en passant par nos One Stop Centers.

© Photo Josh ESTEY

**Arrivée au One Stop Center**

**Hôpital de Panzi, Centre Hospitalier de Mulamba, le Centre Hospitalier de Bulenga ou la Clinique Panzi de Kinshasa**




**Départ du One Stop Center**

## Activités réalisées dans chaque pilier au sein des différents projets de la Fondation Panzi, à l'Hôpital de Panzi, dans nos centres hospitaliers et dans toutes les zones dans lesquelles nos projets sont actifs

**Période du 25 août 2020 au 25 septembre 2020**

SVS = survivantes de violences sexuelles / VBG = violences basées sur le genre / PEP = Prophylaxie post-exposition / APS = Assistant psycho-social / OSC = One Stop Center / MUSO = Mutuelle de Solidarité /CRS = Centre de récupération scolaire

### PILIER MÉDICAL

*Avant propos: Du 24 Août au 30 Septembre, le Pilier Médical a réalisé plusieurs activités dans différentes formations sanitaires des zones de santé partenaires de la province du Sud-Kivu et autres provinces de la RDC. Le contexte sécuritaire dans certains sites d'intervention demeure préoccupant, c'est le cas de la zone de santé de Fizi où des affrontements armés ont lieu, avec déplacement des populations, ainsi que de l'aire de santé de Mulamba où des individus armés non identifiés organisent des kidnapping avec demandes de rançon. Le staff du Centre Hospitalier de Mulamba est également touchée par ces attaques. 1000$ américains sont exigés au CH Mulamba sous peine d'être attaquée. Cette situation crée une certaine psychose au sein de cette communauté abandonnée à son sort.*

- **311** patients SVS pris en charge dont 109 à l'Hôpital de Panzi, 6 au Centre Hospitalier de Bulenga, 13 au Centre Hospitalier de Mulamba, 7 à Katana, 3 à Walungu, 42 à Lemera, 1 à Bunyakiri, 4 à Nyangezi, 22 à Minova , 6 à la Clinique de Panzi de Kinshasa, 41 à Fizi, 19 à Nundu, 8 à Kimbi-Lulenge, 4 à Kaniola, 9 à Lulingu, 9 à Shabunda, 2 à Kalémie et 6 à Mulungu, et 88 étaient éligibles à la prévention PEP. Tous ces patients ont bénéficié de l'accompagnement psychosocial.

- **48** patientes ont été opérées pour prolapsus génitaux et toutes sorties guéries avec moins de dix jurs d'hospitalisation : 33 à Panzi, 9 à Mulamba et 6 à Bulenga.

- **77** femmes porteuses de fistules urogénitales ont bénéficié de la chirurgie réparatrice : 14 à Panzi, 1 à Mulamba, 36 à Yambuku et 26 à Lisala dans la province de la Mongala où l'équipe chirurgicale de Panzi a effectué une campagne de réparation des fistules urogénitales en itinérance.

- Une patiente SVS reçue à la Clinique Panzi de Kinshasa, avec complications gynécologiques et ORL, a bénéficié de l'appui de la cellule spécialisée de la Présidence de la République pour son évacuation, ce lundi 7 septembre, à Panzi pour meilleure prise en charge

- **109** accouchements réalisés dont 72 au Centre Hospitalier de Mulamba et 37 au Centre Hospitalier de Bulenga, avec 39 césariennes réalisées (5 programmées et 34 en urgence référées d'autres structures).

- **205** patients traités en ambulatoire : 104 au Centre Hospitalier de Bulenga, 40 au Centre Hospitalier de Mulamba, 6 enfants pris en charge par AMADE à Kavumu, et 39 à Kamituga dont 22 enfants du Centre de Récupération Scolaire (CRS) et 17 adolescents et autres vulnérables, 16 enfants du CRS à Mwana, pour différentes pathologies dont le paludisme simple et la fièvre typhoïde constituent les principales causes de consultation.

- **95** patients pris en hospitalisation : 63 au Centre Hospitalier de Bulenga, 26 au Centre Hospitalier de et 2 enfants CRS à Mwana, avec la moitié des patients souffrant du paludisme grave dans sa forme anémique et infections uro-génitales sur grossesses, compliquées de menace d'avortement sévère et/ou d'accouchement prématuré (11 patientes).

- Une conférence sur la Sécurité des patients a réuni les médecins de l'HGR de Panzi autour du Dr. Mukwege. Se basant sur le principe déontologique "Primum non nocere", le thème vise l'amélioration de la qualité des services offerts par le médecin afin de prévenir et de réduire les risques, les erreurs et les probables préjudices causés à nos patients dans le cadre des soins.

- 14 infirmiers anesthésistes ont clôturé leur formation à Panzi, en techniques d'anesthésie loco-régionale avant de regagner leurs formations sanitaires rurales et mettre en pratique les compétences acquises pour améliorer les services offerts aux communautés.

## PILIER PSYCHOSOCIAL

-**763** nouveaux cas ont été pris en charge par le pilier psychosocial dans les 3 OSC et dans les autres sites de la Fondation Panzi au sein de la communauté,

-**142** patients sont venus au rendez-vous pour compléter les services de prise en charge psychosociale,

-**219** cas sont des survivants de violence sexuelle parmi lesquels **58** sont des mineurs.

-**21** cas de prolapsus et **3** cas de fistule ont été également pris en charge.

-**63** survivants ont été déchargés après rétablissement de leur équilibre émotionnel et ont réintégré leurs différentes communautés.

-**39** séances d'écoute active et **27** visites à domicile ont été effectuées par des psychologues et APS auprès de **29** enfants des centres de rattrapage scolaire de Luhwindja et Kamituga,

-**31** enfants ont été visités à leurs domiciles par les agents psychosociaux du projet Les Enfants de Panzi et d'Ailleurs, et il s'est observée une bonne amélioration et réintégration familiale et communautaire. La stigmatisation qui pesait sur les enfants concernées semble avoir baissé et les enfants jouent aujourd'hui avec les autres enfants de la communauté.

- Réalisation de **13** séances d'éducation thérapeutique avec les parents des enfants SVS de Kavumu et Bunyakiri sur les signes et symptômes de la souffrance psychologique chez les enfants ayant subi des traumatismes dont les violences sexuelles.

-Réalisation de 3 séances de psycho-éducation avec **53** patients souffrant du diabète sur « comment gérer le stress généré par la maladie du diabète ? ».

-Réalisation d'une supervision psychosociale formative sur les 3 sites du projet financé par la GIZ à Kaziba, Idjwi et Mwenga, en vue d'un coaching de proximité aux collègues de ces 3 sites.

-Réalisation de 2 séances de travail avec les formateurs du centre régional de formation (RTF) pour la production d'un module de formation harmonisé entre le RTF et la Fondation Panzi sur la prise en charge holistique des survivants de violences sexuelles et basées sur le genre,

-Plusieurs formations des prestataires de soins de Kalole, Uvira, Lulingu, Shabunda et Kalehe sur la prise en charge psychosociale des survivants de VBG, la gestion de cas, les techniques de prise en charge psychosociale et les outils de gestion de cas,

-Formation multisectorielle au Tanganyika avec les collègues du projet de Prévention et Réponse aux VBG

-Supervision des activités psychosociales sur les 3 sites du projet Prévention et Réponses aux Violences Basées sur le Genre sur les sites de Kaziba, Idjwi et Mwenga,

-Séance de travail avec l'équipe de la Croix-Rouge Luxembourgeoise sur le fonctionnement du pilier psychosocial de la Fondation Panzi et les activités réalisées,

-Evaluation et vérification de la traçabilité des diagnostics psychosociaux dans les différents dossiers des patients SVS pris en charge à l'HGR Panzi,

-Séance de travail avec le professeur Mukwege et l'équipe des staffs de la Fondation Panzi détachés en République Centrafricaine sur le protocole de prise en charge psychosociale,

-Formation des relais communautaires de la zone de santé de Kaniola sur la prise en charge psychosociale des patients avec problèmes psychologiques.

## PILIER JURIDIQUE ET LEGAL

### Accompagnement juridique

Un total de **353** demandes d'assistance ont été reçus par le Pilier Légal. Parmi elles, **57** cas de **VS**, **285** cas de **VBG** et 11 cas fonciers. De ce fait, les dossiers de **VS** ont été attribués aux avocats pour étude, constitution des éléments des dossiers, rédaction des plaintes et suivi judiciaire. S'agissant de conciliation, **70** dossiers ont été clôturés. Parmi eux 89 dossiers de VBG et 1 dossier de conflit foncier.

### Suivi judiciaire des dossiers

- **90** dossiers ont été régulièrement suivis devant les instances judiciaires compétentes tant civiles que militaires (polices, parquets, auditorats, cours et tribunaux).

**A Bukavu**

**28** dossiers ont été suivis devant la police, le parquet de grande Instance de Bukavu, le TGI Bukavu, le TMG Bukavu et le Tribunal pour enfant de Bukavu. Un jugement a été rendu par le tribunal pour enfant de Kadutu constatant la minorité de l'enfant en conflit avec la loi, les juges ont décidé de le relaxer.

**Dans le cadre du projet PIAH**

36 dossiers ont été régulièrement suivis devant les instances judiciaires dont *:*

A Uvira : 24 dossiers ont été suivis. Parmi eux, 20 ont été instruits, plaidés et jugés par le tribunal militaire de garnison d'Uvira à l'occasion des audiences foraines organisées à Luvungi du 24 août au 03 septembre 2020. 4 autres dossiers ont été introduits en justice dont 03 au tripaix Uvira et 1 autre au parquet de grande instance.

A Idjwi Nord: 8 dossiers ont été suivis dont 2 au Tripaix Idjwi, 3 autres en cours d'instruction au Parquet de Grande Instance de Kavumu et 3 autres dossiers au parquet d'Idjwi ;

A Kamituga, 3 dossiers ont été suivis. 2 dossiers introduits au Tripaix Kamituga et 1 au Parquet de Grande Instance de Kamituga

A Shabunda, 1 dossier suivi au niveau de la police.

**Dans le cadre du projet financé par GIZ**
5 dossiers ont été suivis

A Idjwi Sud: 2 dossiers suivis dont 1 dossier introduit au TGI Kavumu sous et 1 dossier plaidé et pris en délibéré au Tripaix d'Idjwi.

A Mwenga: 3 dossiers dont 01 dossier jugé par acquittement au TGI Kamituga et 2 dossiers ont été instruits et renvoyés pour audition des témoins et plaidoirie obligatoire.

**Dans le cadre du projet Umbrella,**
13 dossiers ont été suivis :

A Lemera, 12 dossiers dont 10 dossiers en instruction et à Kaniola, 1 autre dossier introduit à la police.

**Dans le cadre du projet financé par ECI**

A Birava : 2 dossiers ont été introduits en justice dont 1 dossier de VBG et 1 foncier.

**Pour la Clinique Juridique de Kinshasa**

6 dossiers ont fait l'objet d'un suivi judiciaire dont un jugement rendu, deux dossiers ont été suivi au niveau du Parquet de Grande Instance, deux autres au niveau du Tribunal pour Enfants de Ngaliema, un dossier au Tribunal de Grande Instance de Matete .

## Sensibilisation

### Sensibilisation communautaires

Tout en respectant les mesures préventives du Covid-19, la sensibilisation communautaire a porté sur **59** séances organisées en vue d'une information plus large de la communauté sur des thématiques de droit. Un total de **2589** personnes touchées par ses sensibilisations dont 939 hommes et 1509 femmes, 70 Filles et 71 garçons.

**Les thèmes abordés ont concerné essentiellement :** les régimes matrimoniaux, les conséquences du mariage précoce, les conflits fonciers, la femme a le droit d'accéder à la terre pour élever la nation, les notions d'héritage en droit de la famille congolaise, le principe d'égalité, la dénonciation des cas de violence conjugale, l'héritage et le délaissement d'enfants, les formes de VS, l'obligation alimentaire, la différence entre une clinique juridique et un commissariat de la police, le mariage forcé et précoce ; l'héritage et l'exploitation sexuelle, les conséquences d'une grossesse précoce, la femme a droit d'accéder à la terre pour élever la nation, la résolution pacifique des conflits, les activités de la clinique juridique, de la gratuité des services offerts et des conséquences de l'arrangement amiable en matière de viol, le délaissement d'enfants, le fonctionnement du modèle Panzi, la protection des femmes dans le conflit armé, Distinction entre genre et sexe, les violences domestiques.

### Emission radio

A ces sensibilisations communautaires ont été jointes des émissions radio en vue de toucher un plus grand nombre de personnes. Ainsi 17 émissions ont été produites, diffusées et/ou rediffusées dans l'axe Idjwi Nord à la radio Obuguma, dans l'axe Uvira à la radio Le Messager du Peuple, dans l'axe Kamituga à la radio Salama, dans l'axe Shabunda à la radio Mutula, dans l'axe Miti-Murhesa à la radio Gorilla, dans l'axe Kaziba à la radio RTNK et Umoja, dans l'axe Idjwi-Sud à la radio Kalinga, dans l'axe Bukavu à la radio Maendeleo et Mama Radio.

**Les thèmes abordés par ses émissions ont concerné :** l'accès des femmes à la terre, la discrimination, le délaissement d'enfant, que dit la loi en matière de succession, la différence entre la dot et le rachat, la présentation des 4 piliers de la Fondation Panzi, l'obligation alimentaire en droit congolais et l'héritage, le délaissement d'enfant et l'abandon de foyer, Rôle de la victime des violences sexuelles…

## Autres activités réalisées

- Une descente au greffe du TGI Kavumu a été effectuée par les avocats du projet PRVBG Centre d'Excellence dans le cadre des préparatifs de l'audience Foraine prévue pour la deuxième semaine du mois d'octobre 2020 ;

-Suivi de l'évolution des activités de construction des Cliniques Juridiques de Kaziba et d'Idjwi-Sud pour le compte du projet financé par la GIZ ;

-Participation au lancement du projet UEFA-ONU Femme sur la stabilisation du PA dans le territoire de Mwenga.

-Réunion d'évaluation avec le service M&E et participation à l'activité de remise des certificats d'enregistrement aux bénéficiaires du projet ECI à Kaziba et à Miti ;

-Participation à un atelier d'évaluation partielle externe et interne du projet PIAH en consortium avec APEF à Luhwindja ;

-Réunion avec les autorités administratives et judiciaires pour l'élaboration d'un cadre de collaboration entre elles et la Fondation Panzi à Idjwi sud ;

-Formation sur les innovations du code de la famille, les notions élémentaires des procédures pénale et civile

## PILIER REINSERTION SOCIO-ECONOMIQUE

La réinsertion socio-économique reflète les activités d'entrée en phase de développement pour ces femmes ayant subis des violences de tous genres et qui ont été suivi en phase d'urgence dans les autres piliers. Le présent rapport contient 6 grands points qui décrivent les 6 thématiques développées par l'approche Inclusion -Appropriation -Durabilité de la Réinsertion à la Fondation Panzi, en plus des aspects de la coordination du pilier :

## Prise en charge en transit

**A la Maison Dorcas** : Les activités de prise en charge en hébergement transitoire qui renferment les activités sociales (l'intégration sociale, initiation à la découverte de l'univers), les activités psychosociales avec différentes approches de masse, les services médicales, les services de protection (hébergement, octroi du kit d'hygiène, alimentation) etc., ont été organisées en faveur de **85** personnes dont 53 bénéficiaires directes et 25 dépendants. Ils ont tous bénéficié d'une alimentation équilibrée et saine, et d'un encadrement social. Des kits d'hygiène leur ont été offerts.

**A la Clinique Panzi de Kinshasa:** nous avons hébergé 10 personnes dont 7 survivantes et 3 dépendants

**A Bunyakiri:** 2 personnes ont séjourné au centre de transit.

**A Nyangezi:** 1 personne a transité au centre de transit**;**

**A Luhwinja:** 118 enfants du CRS, dont 66 garçons, poursuivent les examens de fin d'année et sont nourris au quotidien par le projet, scellage des copies d'examens, remplissage des fiches de points et rapportage de fin d'année prévue ce 10/09 par le Directeur du centre de Rattrape scolaire.

## Apprentissage

**A la Maison Dorcas :** en alphabétisation, 10 bénéficiaires ont participé à la formation parmi lesquelles 7 externes ; en coupe et couture 12, 20 participantes ont suivi les formations et 5 autres sont attendues pour le partenaire AIDES ; En pâtisserie, 15 bénéficiaires ont pris part aux formations dont 7 externes; en saponification, 10 bénéficiaires ont été formées parmi lesquelles 9 externes ; en informatique, une réunion de relance des formations a été tenue avec les bénéficiaires et une évaluation de démarrage est prévue pour mardi prochain (l'objectif est de sélectionner 10 bénéficiaires sur les 22 actuelles). Signalons également que la séance de renforcement des capacités de la formatrice et anciennes bénéficiaires se poursuit, 7 bénéficiaires prennent part à la formation (fabrication savon liquide, médical et de toilette).

**A la Clinique Panzi de Kinshasa:** 4 survivantes ont suivi la formation en coupe et couture, et 2 suivent la formation en tresse et fabrication des perruques. Il y a des demandes de survivantes externes qui expriment le besoin de suivre des formations organisées à la clinique, Aussi une survivante interne avait exprimé le besoin de suivre des formations organisées à la clinique, Une survivante interne a exprimé le besoin de suivre la formation pour être éducatrice à l'école maternelle. 5 survivantes suivent un programme d'alphabétisation dispensé par une assistante psychosociale à raison de 3 séances de 2h par semaine; 7 SVS ont suivi des vidéo de formation en pâtisserie. En plus des formations formelles, les survivantes ont été formées et initiées à : l'utilisation des installations hygiéniques, torchonnage et usage de détergents et autres produits de nettoyage, faire les lits, préparation d'aliments, hygiène corporelle.

**Dans l'axe Sud:** 30 bénéficiaires dont 8 à Kamanyola, 10 à Katogota ; et 12 à Luvungi ont participé aux formations en alphabétisation, 39 bénéficiaires dont 37 femmes et 2 hommes ont participé à la formation en coupe et couture dont 13 à Kamanyola, 17 à Katogota et 9 à Bwegera

**A Luhwinja:** 60 bénéficiaires soit 30 PS et 30 Ados suivent les formations dans nos centres de formation et sont nourris au quotidien par le projet, parmi lesquels 13PS et 22 ados suivent la coupe et couture, 17 PS et 8 ados (4 filles et 4 garçons) suivent la formation agro-pastorale. 2 agents psycho-sociaux dont 1 psychologue clinicien du partenaire technique et une APS suivent une formation avec l'appui technique du psychologue du LEAD sur : l'harmonisation des outils et la qualité des soins psychologiques.

## Sensibilisation

Sur tous les sites d'intervention de la Fondation Panzi, des sensibilisations ont eu lieu dans dans le respect des mesures barrières.

## Production et promotion

**Mutuelle de Solidarité (MUSO)**

Tout le long du mois de septembre, nous avons suivi **425** mutuelles de Solidarité, réparties sur les différents sites d'intervention à savoir Kaziba, Kamanyola, Katogota, Lubungi, Bwegera, Bulenga, Kavumu, Katana, Kalehe, Mulamba, Luhwinja, Ijwi, Bunyakiri et Kamituga.

Elles ont fait participer **3.567** membres dans leurs assemblées générales dont 2978 femmes et 589 hommes.

Certaines MUSO ont déjà initié des projets de vie comme la Muso Tunza qui a opté pour l'élevage de chèvres, elle a 5 chèvres dont 2 petits. Les MUSO de Kaziba ont opté pour un projet d'agriculture et a mis en place un champ maraicher, la Muso Mapendo Kachiri de Bunyakiri a mis en place un moulin à Mazout.

**Association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC)**

Ce mois-ci, 20.878 parts ont été achetées pour une valeur de 12.875 $USD, moins les remboursements de la période

**Centre Nobela (Point de production et de vente)**

Les activités dans les différents Centres Nobelas évoluent bien. Un suivi régulier s'avère important pour s'assurer que les femmes restent dans les activités convenues et aussi que leur cohabitation ne souffre pas.

**Activité Génératrice de revenus (AGR)**

Dans tous les axes d'intervention (Kamanyola, Katogota, Luvungi, Bwegera, Nyangezi, Mulamba, Kamituga, Luhwinja, Idjwi, Kavumu, Katana, Kalehe, Bulenga, Bunyakiri, Minova…), les activités génératrices de revenus des bénéficiaires évoluent bien. Après la crise causée par la pandémie du Covid-19, les activités ont repris leur court normal et même pour les bénéficiaires qui étaient dans le commerce trans-frontalier, elles ont trouvé une autre orientation.

**Production agro-pastorale**

Sur tous les sites d'intervention, les activités agro-pastorales évoluent bien. Dans certains endroits, la préparation à la saison A continue et dans d'autres, l'activité de semi-vue de la saison pluvieuse a commencé.

**Amélioration de l'habitat**

Remise de 42 maisons à des survivantes dans l'Axe, Kavumu, Katana, Kalehe.

**Protection de l'enfance**

**A Kaziba:** Un militaire des Forces Armées de la RDC a violé une fille mineure de 15 ans. Quelques jours plus tard, l'agresseur a été interpellé par les agents de l'ordre et placé sous mandat d'arrêt à la prison de Kaziba. Nous signalons que deux semaines après, l'agresseur a été transféré à l'Auditorat Militaire de Bukavu, où se poursuit son procès pour viol. Sur 100% des VBG déjà observées après écoute des victimes et le délaissements d'enfants occupe à lui seul 40% des cas dans la Chefferie de Kaziba.

**A la Maison Dorcas:** 29 enfants ont été encadrés à l'Aire de Jeux par des activités créatives, récréatives et imaginatives et compétences de vie. Il s'agit de 16 filles et 13 garçons.


## Equipe de communication du Panzi News

### Rédaction

Bernardin SEBAHIRE
John ACHIZA
Maud-Salomé EKILA

### Conception et mise en page

Maud-Salome EKILA

### Images

Daniel MUSAKA
Stone BIRINDWA
Arsène LWABANDJI
John ACHIZA
Maud-Salomé EKILA
Nicole BATUMIKE


*Pour toutes informations concernant* **PANZI NEWS** *rendez-vous sur* ***www.fondationpanzirdc.org*** *et sur twitter et facebook* ***@PanziFoundationRDC***